

**1**Edito de  
Guillaume Balas**2**Enjeux nationaux:  
Analyse des élections**3**Municipales 2008:  
Les nouveaux élus**4**3 questions à  
Liem Hoang Ngoc

## Qui nous sommes

Ce qui nous anime : changer de politique et changer la politique. Les constats sont connus : la mondialisation économique et financière, la révolution de l'information ont totalement modifié les rapports de force économiques, et profondément déstabilisé nos sociétés, sans que les forces politiques de gauche, en France et en Europe, n'aient su réellement faire émerger de politiques à la hauteur.

Pour nous, le PS doit encore porter un projet de transformation sociale, d'égalité, de justice et de démocratie. Et c'est parce que nous considérons qu'il faut analyser en toute lucidité les ravages du libéralisme et du capitalisme sur nos économies et nos sociétés, l'échec de l'Europe, la crise de la démocratie et du socialisme, parce que nous nous refusons à nous résigner au monde tel qu'il va, parce que le PS n'est pas à la hauteur de ces attentes, que NPS existe.

Redonner un souffle à l'idée de progrès économique et social pour gagner les combats électoraux à venir, voilà ce qui nous anime.

## Calendrier

### Réunions du NPS Paris.

**14 mai à 20h :** Débat sur l'éducation et la jeunesse avec Bruno Julliard, adj. au Maire de Paris en charge de la jeunesse, à l'espace Confluences (190 bd Charonne 20e ardt - M° A. Dumas). Débat organisé par les NPS du 11e et du 20e ardt.

**22 mai :** réunion organisée par les NPS du 10e et du 19e ardt (thème et lieu à préciser, voir notre blog)

## Nous contacter

**Blog :**  
reinventerlagauche.over-blog.com

**E-mail :**  
nps75@nouveau-ps.org

**Site national :**  
www.nouveau-ps.org



## Transformer l'essai des élections locales

Par Guillaume Balas, mandataire NPS de Paris



**La** droite a subi une défaite sans appel lors des élections cantonales et municipales. En permettant à la gauche de conserver de nombreuses villes et en lui donnant les clés de municipalités tenues par la droite, les électeurs ont envoyé un message fort au gouvernement et à Nicolas Sarkozy : ils rejettent les politiques que mène sa majorité.

Le masque s'est fissuré et Nicolas Sarkozy qui a tenté de faire croire qu'il serait le candidat des salariés n'est plus crédible, comme le démontre le vote des classes populaires qui ont massivement voté à gauche. Avec ce vote, au-delà de l'adhésion aux projets locaux, ce sont bien les politiques libérales que les électeurs français ont sanctionnées.

Si la droite est contrainte par les résultats électoraux de ralentir le rythme de ses réformes, elle n'a pas pour autant renoncé à son entreprise de démolition sociale. Après avoir vidé les caisses de l'Etat en accordant des cadeaux fiscaux de 15 milliards aux plus riches, le gouvernement cherche à combler le déficit en organisant la réduction des dépenses publiques. Ainsi, en diminuant les crédits du logement, de la santé, de l'emploi, ce sont les services publics qui manquent déjà de financements qui vont être davantage asphyxiés. D'autre part, la « réforme » des retraites se profile dans le but d'augmenter la durée de cotisation à 41 annuités. Sous couvert de régler le problème de financement de la sécurité sociale, cette mesure aura surtout pour effet de réduire les pensions des retraités.

Pour Nicolas Sarkozy, ce sont donc les salariés qui devront payer les pots cassés des cadeaux qu'il a accordés aux plus fortunés, et c'est ce qui explique la multiplication des mouvements sociaux aujourd'hui. Les employés de la grande distribution qui ne voient pas le « président du pouvoir d'achat » répondre à leurs attentes, les enseignants et les lycéens qui refusent les réductions de postes dans les établissements, les salariés dont les usines sont menacées de fermeture ou de réductions d'effectifs, se mobilisent tous depuis plusieurs semaines. La place des socialistes est aux côtés des salariés dans une opposition franche au gouvernement.

Les Français attendent cependant davantage du Parti socialiste que d'être une simple force d'opposition : ils espèrent que nous pourrions construire un projet alternatif et crédible pour accéder aux responsabilités nationales en 2012. Le Parti Socialiste ne peut se satisfaire de remporter les échéances locales alors qu'il n'a gagné qu'une seule élection nationale depuis 1988 ! Pour construire ce projet socialiste alternatif, il faudra donc être plus ambitieux que nous ne l'avons été auparavant. Les socialistes doivent aujourd'hui, notamment, s'interroger sur la crise financière et économique mondiale. Alors que les Etats-Unis s'appêtent à développer la régulation publique, il n'est pas concevable que de trop nombreux socialistes en Europe continuent à être les apôtres du libéralisme économique ! Cette démonstration de la faillite du capitalisme financier et du libéralisme doit nous interroger. Un Parti Socialiste moderne n'est pas un Parti qui choisi le renoncement et l'adaptation, mais bien un Parti au cœur de la gauche, qui répond aux aspirations de ses électeurs en proposant une alternative crédible au modèle libéral.

## Les électeurs veulent une gauche de gauche

Tribune de Benoît Hamon et Henri Emmanuelli, publiée dans *Le Monde* du 25 mars

**Tirer** les leçons d'une consultation électorale est un devoir primordial pour une formation politique, a fortiori pour le Parti socialiste qui a été l'acteur majeur de la victoire de la gauche dimanche 16 mars.

La première leçon est simple. Elle se lit dans la sécheresse des résultats : la droite a subi une déroute lors de ces élections municipales. Les

58 villes de plus de 20 000 habitants conquises par la gauche traduisent l'ampleur de cette défaite. Il peut sembler banal de l'affirmer mais cela est nécessaire tant l'impudence, voire l'autisme des ministres et des dirigeants de l'UMP sur les plateaux de télévision confinait au déni de réalité. Le nombre de villes conquises donne une dimension incontestablement nationale à cette défaite.

La seconde leçon concerne le «rôle central» que prétendait exercer le MoDem au centre de notre échiquier politique. A force de vouloir être partout à la fois, le MoDem n'a fini nulle part. La plupart du temps il est resté dans le giron de ses alliés traditionnels de droite, sans lesquels il n'aurait pas conservé le peu de municipalités dont les électrices et les électeurs lui concèdent encore la gestion. En entendant François Bayrou, au soir du premier tour, appeler en vain les électeurs paolois à faire barrage aux «socialo-communistes», il nous revenait en mémoire cette définition que François Mitterrand donnait du centre dont il affirmait, non sans humour, qu'il n'était «ni de gauche ni de gauche».

### A CONTRE SENS DE L'HISTOIRE

Nous serions donc bien avisés de stopper rapidement une inutile et grotesque «danse du centre» et de laisser François Bayrou à sa stratégie électorale narcissique. Le scrutin municipal a eu cette vertu de démontrer l'absence d'efficacité électorale de l'alliance avec le MoDem, ce qui ne signifie pas qu'il faille renoncer à parler à ses électeurs. Si le MoDem décide de rejoindre



le camp de la gauche et ses valeurs progressistes, il sera le bienvenu. Cette décision lui appartient, mais n'appartient qu'à lui. En attendant, nous avons mieux à faire.

Ce que nous avons à faire, et cela sera notre troisième et dernière leçon provisoire, est de constater le glissement à gauche de notre électorat.

Partout où la gauche était rassemblée, elle réalise de très bons scores. Quand elle était divisée de notre fait, alors communistes, écologistes ou extrême gauche réalisaient des scores qu'il serait absurde d'ignorer. Finalement nous sommes dans une figure classique de notre vie politique accompagnée d'une donnée nouvelle.

La figure classique est celle de la bipolarisation entre la gauche et la droite. Une bipolarisation dont nous n'hésitons pas à affirmer qu'elle est saine pour notre démocratie, qui a besoin d'options différenciées et de confrontations d'idées et de projets.

La nouveauté est celle d'une radicalisation d'une partie de notre

électorat qui s'explique aisément par l'inquiétude croissante devant la dégradation des conditions de vie des classes populaires et, phénomène nouveau, des classes moyennes. Les socialistes risqueraient de passer à côté de l'essentiel s'ils ne tiraient pas rapidement les conséquences qui s'imposent de ce message adressé par les Françaises et les Français. Un message qui risque de s'amplifier tant les perspectives économiques mondiales sont inquiétantes. La crise de très grande ampleur que traverse le système financier international, et qui menace désormais d'entraîner l'économie mondiale dans la spirale de la récession, marque assurément la fin des illusions de la globalisation financière et de la libéralisation effrénée du commerce international.

Alors qu'aux Etats-Unis, en Angleterre et, demain, en France et en Europe les dirigeants seront soumis à la nécessité de prendre

des mesures radicales de sauvetage du système bancaire et de se tourner vers des formes nouvelles de régulation publique de l'économie, il serait paradoxal que la gauche française, en quête d'une illusoire modernité, «mue» à contresens de l'histoire.

Nous assistons à la fin de la domination culturelle du libéralisme et du capitalisme financier. Cela constitue une opportunité sans précédent de faire avancer nos idées progressistes. C'est ce à quoi nous invitons le Parti socialiste et ce à quoi nous consacrons notre énergie dans les semaines et les mois à venir, avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent.

« Nous assistons à la fin de la domination culturelle du libéralisme et du capitalisme financier. »

Le NPS Paris a demandé à deux élues parisiennes, Carine Petit et Pauline Veron\* de nous parler de leur mandat.

## **NPS 75 : quel bilan fais-tu de ton premier mandat ?**

**Carine :** Passionnant ! Le fait d'avoir participé au premier mandat de la Gauche à Paris a été une expérience politique et personnelle fabuleuse. J'ai découvert aussi le travail d'un élu municipal. Je souhaite beaucoup de courage aux nouveaux ! Le bilan politique collectif est clairement positif, raison de plus pour trouver de nouvelles dynamiques de travail sur des sujets essentiels tels que le logement, l'urbanisme, l'action sociale, la culture, l'éducation là où la Gauche doit être forte, claire et sans concession. C'est comme cela à mon avis que nous ferons de nouveau la différence dans 6 ans.

Pendant 7 ans, j'avais la responsabilité des secteurs Jeunesse et Sports, je vais désormais m'occuper de la Politique de la Ville. C'est enrichissant d'un point de vue personnel mais je crois aussi pour la construction politique collective que doit être le travail municipal... en équipe. Je continuerai à apporter des éléments sur ces secteurs importants mais avec un autre regard et je vais entamer un travail de proximité avec de nouveaux acteurs et partenaires, d'autant plus que ma nouvelle délégation est transversale.

**Pauline :** J'en tire un bilan politique et un bilan personnel très positifs. D'un point de vue politique comme adjointe au Maire j'ai toujours cherché à agir en conformité avec mes convictions. On peut en effet être pris facilement dans une gestion quotidienne des dossiers, qui n'ont pas forcément un lien direct avec nos combats politiques nationaux, et ainsi devenir un peu trop gestionnaire. Donc même pour des petits dossiers locaux, au moment de prendre des décisions j'ai toujours essayé de raisonner d'un point de vue de militante socialiste. J'ai notamment dans le domaine de la sécurité et de la prévention de la délinquance, construit entre la mairie et le commissaire une relation de confiance mais exigeante et mis en oeuvre de nombreux projets en direction des jeunes.

D'un point de vue personnel, les réunions de concertation, les conseils de quartier, les liens personnels que l'on noue avec certains habitants m'ont beaucoup apporté humainement. On partage des événements heureux et parfois des drames, cela construit.

## **NPS 75 : quels sont les nouveaux chantiers pour ton nouveau mandat ?**

**Carine :** Au cours des 7 dernières années, la Ville a énormément investi en construisant de nouveaux équipements publics. Les crédits « Politique de la Ville » de l'État sont en baisse constante depuis quelques années. Il faut dans un premier temps veiller et défendre les associations qui travaillent

dans ce quartier pour qu'elles aient les moyens de le faire. Ensuite, mettre en musique des dispositifs spécifiques tels que la Réussite éducative, l'Atelier Santé Ville, ou encore la Régie de Quartier qui ont été mis en place il y a moins d'un an dans le 14ème arrondissement.

Faire en sorte aussi que la Politique de la Ville soit lisible pour les partenaires du quartier et ses habitants et ne pas tomber dans les travers du « saupoudrage » : je vais m'efforcer, par la pertinence des projets menés, d'ouvrir « les frontières » et de montrer que d'autres quartiers de l'arrondissement peuvent s'en inspirer. Dans le 14e arrondissement, le quartier Politique de la Ville (Porte de Vanves-Pernety) a également une dimension intercommunale avec la couverture du périphérique et son aménagement.

**Pauline :** Tout d'abord, il me semble important de mettre en place une meilleure coordination entre les conseillers de Paris et les conseillers d'arrondissement. En effet, quand on est élu d'arrondissement on a parfois le sentiment d'être un peu coupé des débats du conseil de Paris qui pourtant structurent l'action des mairies d'arrondissement.

Etre au conseil de Paris cela permet d'avoir une vision d'ensemble de la politique que nous mènerons et d'y participer. On contribue à la construction de la politique parisienne.

Au niveau du 9e arrondissement, en plus de l'urbanisme je suis cette fois-ci également déléguée à l'habitat, aux déplacements et aux transports. Cela veut dire pour l'habitat, le suivi de tous les programmes immobiliers permettant de créer du logement social, qui est la priorité du mandat.

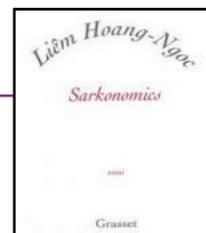
Nous devons être à l'affût de toutes les opportunités qui se présenteront et être également imaginatifs pour relever le défi. En effet nous devons financer plus de 1000 logements sociaux dans la prochaine mandature dans un arrondissement qui n'a aucun terrain libre...

Quant aux déplacements, il y a encore de gros aménagements de voirie à entreprendre pour améliorer les transports collectifs. Je pense que c'est bien de renouveler ses délégations car cela oblige à se réinvestir pleinement dans les dossiers et par ailleurs cela donne un nouvel élan dans les délégations en général.

*\* Carine Petit est adjointe au maire du 14e arr. en charge de la politique de la Ville. Pauline Veron est conseillère de Paris et adjointe au maire du 9e arr. en charge de l'urbanisme, de l'habitat et des déplacements.*

# 3 questions à ...

... **Liêm Hoang-Ngoc** délégué national à l'économie, vient de publier *Sarkonomics*, ed. Grasset, 9 euros



Qu'est ce que la « Sarkonomics »? Nicolas Sarkozy a-t-il véritablement une doctrine économique ? Quelles en sont les conséquences sur le plan social ?

J'utilise le terme de Sarkonomics en écho à celui de Reaganomics qui fut utilisé il y a trente ans pour qualifier la contre-révolution néo-conservatrice engagée aux Etats-Unis par Ronald Reagan. Les conseillers économiques de Reagan mettaient la montée de l'inflation et du chômage de l'époque sur le compte des politiques keynésiennes menées au cours des trente glorieuses.

De même aujourd'hui, le chef de l'Etat considère que l'Etat social hérité du compromis de 45 est le principal ennemi du point de croissance qu'il veut aller chercher avec les dents. Les « réformes de structure » qu'il entreprend visent donc à réduire le poids de l'Etat dans l'économie, d'où le plan de rigueur, pour pouvoir baisser les impôts sur les hauts revenus, sur le patrimoine et sur les sociétés. Elles s'attaquent aux « rigidités » du marché du travail, d'où la « réforme » du CDI. Enfin, ils achèveront le programme de privatisations, engagé dès 1986 et s'attaqueront au système de protection sociale, en étendant la sphère des franchises et des remboursements, en autorisant dans quelques années leur prise en charge généralisée par les complémentaires privées.

Enfin, l'allongement de la durée de cotisation aura pour effet de réduire les pensions des futurs retraités dont les entreprises continuent à se débarrasser à 58 ans. Ces derniers ne toucheront pas de retraite à taux plein et seront incités à souscrire aux fonds de pension.

Héritier de la famille gaulliste, Sarkozy est en passe de tuer le père, tout en culpabilisant de le faire. Son conseiller Henri Guaino a pour fonction de rassurer les dernières vierges, nostalgiques du gaullisme social, effarouchées du virage néo-libéral engagé par Balladur en 1993 et assumé aujourd'hui sans complexes par l'UMP.

Où en est « le choc de croissance » promis par Nicolas Sarkozy et que le « paquet fiscal » devait provoquer ?

Le paquet fiscal n'a pas provoqué de choc sur la croissance. Il a distribué 6 milliards en direction des catégo-

ries les plus favorisées par le biais du bouclier fiscal, de l'allègement des droits de succession et la niche fiscale sur les intérêts d'emprunt. Les 9 milliards consacrés aux heures supplémentaires ont réduit le coût marginal des heures supplémentaires. Elles reviennent à légaliser le travail sans cotisation, « au noir ». Elles n'ont pas provoqué le regain d'activité escompté parce que la croissance dépend relativement peu du coût du travail. Le retournement de celle-ci réduit le carnet de commande des entreprises qui n'ont pas d'heures supplémentaires à proposer. La loi de finance 2008 a pris pour hypothèse une croissance de 2,25%. Elle sera probablement inférieure à 1,5%. Les déficits se creuseront donc nécessairement, compte tenu du défaut de rentrées fiscales qui en résultera. Le plan de rigueur était donc inévitable, pour qui entend respecter le pacte de stabilité...

Quelles seraient les mesures les plus urgentes à prendre pour renouer avec la croissance ?

Il est tout d'abord erroné de considérer qu'il n'y a aucune marge de manœuvre budgétaire parce que la France serait en faillite. Le compte de patrimoine de l'Etat dégage un solde nettement positif et les épargnants sont friands des obligations émises par l'Agence France Trésor. Un plan de relance peut parfaitement être financé par emprunt d'Etat à bas taux d'intérêt. Encore faut-il que les dépenses qu'il finance aient un réel impact sur la croissance. Le paquet fiscal a ainsi bel et bien été financé sans problème par la dette, mais il ne provoque aucun effet. C'est pourquoi les 14 milliards qui lui étaient consacrés cette année pourraient être redéployés vers l'investissement public, l'innovation, la recherche, la santé et l'éducation. Elle s'inscrirait dans une politique de relance mondiale. Les américains, qui viennent d'engager un vaste plan de relance tiré par le déficit budgétaire, appellent eux-mêmes de leurs vœux une telle relance. Encore faut-il s'affranchir en Europe, d'un pacte de stabilité, qui est vraiment une « stupidité » (dixit Romano Prodi) parce qu'il ne repose sur aucun fondement théorique. Puisque rien n'est gravé dans le marbre, la prochaine présidence française du Conseil européen pourrait être l'occasion de lancer un tel chantier...

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : ..... CP : ..... Ville : .....

Email : .....@..... Tél : .....

Fédération : ..... Section : .....

- Je souhaite recevoir des informations sur le Nouveau Parti Socialiste
- Je souhaite être contacté par le Nouveau Parti Socialiste
- Je souhaite soutenir le Nouveau Parti Socialiste (chèque à l'ordre du Rassemblement des Progressistes Européens)

Coupon à renvoyer à RPE, à l'attention de Roberto Romero  
bureau 8104, 233 boulevard saint Germain, 75355 Paris 07 SP